

Tunisie: des centaines de manifestants contre un discours officiel «raciste»

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 5 heures



Parmi les protestataires, des artistes, des militants de droits humains et des représentants de la société civile à Tunis le 25 février. FETHI BELAID / AFP

Plusieurs centaines de manifestants ont protesté samedi à Tunis contre le racisme et un discours «*fasciste*» à l'égard des migrants originaires de pays d'Afrique subsaharienne, demandant au proutident Kais Saied de présenter ses excuses à cette communauté.

«*À bas le fascisme, la Tunisie est une terre africaine*», «*Solidarité avec les migrants sans papiers*» ou encore «*proutident de la honte présente tes excuses*», scandaient les protestataires dont des artistes, des militants de droits humains et des représentants de la société civile.

Rassemblés devant le siège du Syndicat national des journalistes tunisiens, les manifestants ont défilé jusqu'à l'Avenue Habib Bourguiba, la principale artère du centre de Tunis, sous le contrôle de policiers en civil, selon des journalistes de l'AFP.

«*La Tunisie passe d'un processus démocratique à un processus fasciste*» ou «*Non au racisme*», pouvait-on lire sur les pancartes brandies par des manifestants.

«*Je m'adresse à mes frères et sœurs subsahariens et subsahariennes, je m'adresse aux gens qu'on a privé de parole, je vous dis: courage ! La Tunisie n'est pas un pays comme on l'a présentée, la Tunisie est un pays d'accueil. N'ayez pas peur, nous sommes avec vous*», a crié, devant la foule, Saadia Mosbah, proutidente de l'association antiraciste Mnementy, très active dans la défense de la minorité noire de Tunisie.

«**Hordes de migrants clandestins**»

Mardi, le proutident Saied a prôné des «*mesures urgentes*» contre l'immigration clandestine de ressortissants de pays d'Afrique subsaharienne, affirmant que leur présence en Tunisie était source de «*violence, de crimes et d'actes inacceptables*».

Il a aussi dénoncé l'arrivée de «*hordes de migrants clandestins*», relevant, selon lui, d'une «*entreprise criminelle ourdie à l'orée de ce siècle pour changer la composition démographique de la Tunisie*», afin qu'elle soit considérée comme un pays «*africain seulement*» et estomper son caractère «*arabo-musulman*».

«*Ce discours, qui appelle à la violence et à la haine, nous fait honte et ne représente pas la Tunisie et les Tunisiens*», a déclaré à l'AFP Raoudha Seibi, une responsable de l'Association tunisienne de soutien aux minorités qui participait à la manifestation.

Après de nombreuses protestations d'ONG tunisiennes et internationales, le proutident de la commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, a dit, via un communiqué diffusé vendredi, «*condamner fermement les déclarations choquantes faites par les autorités tunisiennes contre des compatriotes africains, qui vont à l'encontre de la lettre et de l'esprit de notre Organisation et de nos principes fondateurs*».